



Tous droits réservés

DROIT INSTITUTIONNEL DE L'UNION EUROPÉENNE

Séance 9 - Le Conseil de l'Europe

Introduction	2
I. Les structures du Conseil de l'Europe	2
A) Le Comité des ministres	3
B) L'Assemblée parlementaire	3
C) Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux	4
D) Le Secrétariat général	5
II. Les fonctions du Conseil de l'Europe	5
A) La coopération politique et juridique	6
B) La protection des droits de l'Homme	6
C) Le développement de la démocratie locale	7

Introduction



Définition : Le Conseil de l'Europe est une organisation internationale complète instituée le **5 mai 1949** par le **traité de Londres** et basée à Strasbourg dont le but est de favoriser la coopération entre les démocraties du continent européen dans les domaines des droits de l'Homme, du renforcement de la démocratie et de la prééminence du droit en Europe.

À l'origine créé par 10 États, le Conseil de l'Europe accueille aujourd'hui **47 États membres** dans lesquels vivent **environ 830 millions d'Européens**. Les langues officielles du Conseil de l'Europe sont l'anglais et le français, mais il travaille également en allemand, italien, russe et turc.

Depuis le **sommet de Varsovie en 2005**, les fonctions du Conseil de l'Europe ont été redéfinies et s'axent sur la défense des droits de l'Homme, sur la mise en valeur de l'identité culturelle européenne, la recherche de solutions communes à des problèmes communs comme le racisme, la corruption ou le terrorisme et enfin le développement de la démocratie.

Malgré une influence politique assez limitée, le conseil de l'Europe a une très grande fécondité juridique à travers l'élaboration de **plus de 200 conventions internationales**.

I. Les structures du Conseil de l'Europe



À retenir : Le Conseil de l'Europe est dirigé par un secrétariat général et s'organise autour d'un comité des ministres, d'une assemblée parlementaire et d'un congrès des pouvoirs locaux et régionaux.

A) Le Comité des ministres



À retenir : Le Comité des ministres est l'instance statutaire de décision du Conseil de l'Europe. Son rôle et ses fonctions sont définis de manière générale au **Chapitre IV du Statut**.

Il se compose des ministres des Affaires étrangères des 47 États membres et conformément à son règlement intérieur, chaque pays désigne un délégué (ambassadeur) chargé d'agir en son nom en dehors des réunions tenues au niveau ministériel.

Le Comité des ministres se réunit une fois par an au niveau ministériel et en général trois fois par mois au niveau des délégués.

Les États membres exercent la présidence du Comité à **tour de rôle** (dans l'ordre alphabétique anglais) pour une durée de **six mois**, le changement de présidence s'effectuant en mai et en novembre.

Les discussions au sein du Comité des ministres portent **sur tous les sujets politiques d'intérêt commun**, à l'exception des questions de défense : les aspects politiques de l'intégration européenne, la sauvegarde des institutions démocratiques et de l'État de droit et la protection des droits de l'Homme, autrement dit tous les problèmes appelant la recherche de solutions concertées au niveau européen.

Le Comité des ministres est l'organe chargé d'étudier les suites à donner aux propositions ou recommandations des autres organes (assemblée, congrès des pouvoirs locaux) ainsi que celles des différents comités intergouvernementaux. Le Comité des ministres adopte également le **budget du Conseil de l'Europe** et veille à la **bonne exécution par les États membres des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme**.

B) L'Assemblée parlementaire



À retenir : L'Assemblée parlementaire est l'organe démocratique du Conseil de l'Europe qui peut être considérée comme la plus ancienne assemblée parlementaire pluraliste internationale composée de députés élus démocratiquement.

L'Assemblée parlementaire se compose de **636 membres** (318 représentants et 318 suppléants) qui sont des **représentants des parlements de chaque État membre** du Conseil de l'Europe. Chaque parlement national choisit le mode de désignation de ses représentants à l'Assemblée parlementaire. En outre, la composition politique de chaque délégation nationale doit refléter la représentation des différents partis au sein des parlements nationaux. L'Assemblée élit parmi ses membres son président qui traditionnellement reste en fonction pendant 2 ans et 20 vice-présidents de nationalité différente pour un an.

La délégation parlementaire française auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe comprend **vingt-quatre députés** (douze titulaires, douze suppléants) et **douze sénateurs** (six titulaires, six suppléants). L'Assemblée nationale renouvelle ses délégués après chaque élection législative générale et le Sénat après chaque renouvellement triennal.

L'Assemblée parlementaire tient chaque année une session divisée en 4 parties, qui durent une semaine chacune : au printemps, en été, en automne et en hiver. Les séances plénières sont publiques et ont lieu dans l'hémicycle du Palais de l'Europe à Strasbourg.

Sur la base de rapports élaborés par ses membres et examinés en commission, **l'Assemblée débat et adopte des résolutions qui sont ensuite adressées aux parlements des États membres et contiennent généralement un avis de l'Assemblée sur un point particulier.** En outre, l'Assemblée émet des recommandations à l'attention du Comité des ministres dans différents champs d'action politique.

C) Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux



À retenir : Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux est une assemblée paneuropéenne chargée de représenter les 200 000 collectivités territoriales des 47 États membres du Conseil de l'Europe.

Le Congrès se compose de **648 élus parmi les conseillers régionaux ou municipaux, les maires ou les présidents de région.** La délégation française compte

18 représentants titulaires (9 au titre des régions et 9 pour les pouvoirs locaux) et 18 suppléants.

Le Congrès est considéré comme l'institution « porte-parole » des pouvoirs locaux, car il favorise la concertation et le dialogue politique entre les gouvernements et les collectivités territoriales, mais également entre les différentes collectivités territoriales des États membres.

Le Congrès a pour mission de promouvoir la démocratie et améliorer la gouvernance au niveau local et régional, et de renforcer l'autonomie des collectivités territoriales. Le Congrès veille, en particulier, à l'application des principes contenus dans la **Charte européenne de l'autonomie locale**. Il encourage les processus de décentralisation et de régionalisation ainsi que la coopération transfrontalière entre les villes et les régions.

D) Le Secrétariat général



À retenir : Le Secrétariat général est l'organe placé à la tête de l'organisation qui est responsable de la planification stratégique, de l'orientation du programme d'activités et du Budget du Conseil de l'Europe.

Le Secrétariat général se compose d'environ **1800 agents placés sous la direction d'un secrétaire général** (depuis le 18 septembre 2019 : la Croate Marija Pejčinović Burić) élu pour **5 ans par l'Assemblée parlementaire**.

II. Les fonctions du Conseil de l'Europe

Outre l'organisation de la coopération politique et juridique entre les États membres, le Conseil de l'Europe vise à promouvoir les droits de l'Homme et le développement de la démocratie locale.

A) La coopération politique et juridique

L'organisation de la coopération politique et juridique entre les États membres est la pierre angulaire du Conseil de l'Europe qui a été créé afin de permettre aux États de disposer d'un forum permanent de discussion et de coopération.

La coopération juridique s'exprime au travers des **nombreuses conventions édictées par le Conseil de l'Europe** qui ont pour objet de rapprocher les législations nationales dans différents domaines tels que les droits et libertés fondamentales ou le bon fonctionnement de la démocratie.

La coopération politique s'exprime à travers une certaine forme de solidarité des États développés et aux principes démocratiques bien ancrés à destination d'États disposant de démocratie plus jeune afin de les aider à renforcer leurs principes démocratiques ou afin de les assister dans leur transition démocratique. À titre d'exemple, après le conflit yougoslave, le Conseil de l'Europe a joué un rôle important dans la construction démocratique de ces pays slaves du Sud.

B) La protection des droits de l'Homme

La protection des droits de l'Homme est une fonction primordiale du Conseil de l'Europe qui dès 1950 (4 novembre) adopte la **Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme**.

La **Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme** est à l'époque remarquable, non pas au regard des droits qu'elle proclame qui demeurent assez classiques (droits liés à l'intégrité de la personne, droits processuels comme le droit à un procès équitable, droits liés au respect de la vie privée et familiale ou encore l'interdiction des discriminations), mais au regard de l'institution dans son **article 19** d'une Cour chargée d'exercer un contrôle judiciaire du respect des droits et libertés proclamés par la Convention.

La Cour européenne des droits de l'Homme est composée de **47 juges**, soit un par État partie à la Conv. EDH, élus pour une durée de **neuf ans non renouvelables**, avec une limite d'âge fixée à 70 ans.



Attention : Les juges siègent à titre individuel et n'agissent pas en représentation de leur État d'origine.

La Cour européenne des droits de l'Homme est compétente lorsqu'un État membre du Conseil de l'Europe, qui a ratifié la **Convention** et **ses protocoles additionnels**, ne respecte pas les droits et les libertés qui y sont reconnus. Cependant, elle intervient en dernier recours, c'est-à-dire lorsque le requérant a épuisé l'ensemble des voies de recours internes (on parle de compétence subsidiaire).

La Cour peut être saisie directement par **une personne physique, une organisation non gouvernementale ou un groupe de particuliers** qui se prétend victime d'une violation des droits reconnus dans la Convention ou l'un de ses protocoles, par l'un des États contractants. La Convention prévoit également la possibilité de requêtes interétatiques, introduites par un État contre un autre État.

La Cour européenne des droits de l'Homme est une institution à la jurisprudence prolifique (plus de 10 000 arrêts) et progressiste qui a conduit les États membres y compris les plus libéraux à **modifier leur législation et leur pratique administrative dans de nombreux domaines afin de se conformer à leurs obligations**.

Au-delà de cette convention emblématique, il existe toute une série d'autres conventions dans des domaines aussi divers que la lutte contre la cybercriminalité (**Convention de Budapest sur la cybercriminalité de 2001**), la lutte contre le racisme ou pour la défense des droits sociaux (**Charte sociale européenne de 1961** ou la **Convention relative au statut juridique du travailleur migrant de 1977**).

C) Le développement de la démocratie locale

Le Conseil de l'Europe cherche à organiser et à promouvoir la démocratie locale. À ce titre, est entrée en vigueur le **15 octobre 1985** la **Charte de l'autonomie locale** qui affirme le rôle prépondérant des collectivités locales en tant que premier échelon d'exercice de la démocratie européenne.

La **Charte européenne de l'autonomie locale** fixe des normes communes pour protéger et développer les droits et les libertés des collectivités locales et engage les États européens à respecter obligatoirement un certain nombre de conditions, de principes et de pratiques. Par exemple, le droit des citoyens de participer à la gestion des affaires publiques, ainsi que les droits principaux des collectivités à l'autonomie,

aux élections des organes locaux, à des compétences, structures administratives et ressources financières propres.

Au-delà de la démocratie locale au sein des États, le Conseil de l'Europe développe la coopération transfrontalière entre les collectivités locales elles-mêmes à travers la favorisation des échanges voire des jumelages régionaux



Exemple : La région française des Hauts-de-France est jumelée à la Rhénanie-du-Nord-Westphalie en Allemagne).